



Assemblée Plénière du 14 novembre 2019

VCEU

Déposé par le Groupe Socialiste Républicain et Citoyen, le Groupe des Radicaux et Jean-Luc Gibelin, François Arcangeli et Dominique Satgé

Arrêt du projet de réorganisation des services des Finances Publiques en Occitanie

Le projet de réorganisation des services des Finances publiques, présenté par le Gouvernement, nous inquiète et nous fait craindre le pire pour l'avenir de nos territoires, des missions de services publics et de l'emploi au sein de la DGFIP.

Se réfugiant derrière une concertation limitée à certaines collectivités, sans consultation citoyenne, la DGFIP propose de réorganiser ses services, de revoir les implantations des trésoreries et des centres de Finances à l'horizon 2022. Elle prévoit même que ces premières modifications puissent s'appliquer dès 2020.

Les nouvelles cartographies territoriales, dites « Géographie Revisitée », laissent apparaître des fermetures massives de trésoreries, qui, à terme, seront remplacées par des services de gestion comptable dont le nombre sera extrêmement réduit sur le territoire. Ce plan prévoit également des fermetures et regroupements des services des impôts des particuliers et services des impôts des entreprises. A défaut d'une pertinence géographique, c'est en réalité le principe même du service public qui semble revisité par ce projet faisant ainsi abstraction de la proximité, de l'accompagnement et du service rendu aux usagers.

Cela se traduit en Occitanie par un peu plus de 135 suppressions de trésorerie. Ce projet impacte donc fortement notre Région, ses territoires ruraux et de montagne, ses communes d'équilibre.

La mise en place des services de gestion comptable sur les 65 sites restant mettra un terme à la proximité nécessaire et reconnue des agents des Finances Publiques, rendant difficile l'accomplissement de leurs missions de service public auprès des communes, des régions et des citoyens.

L'annonce de la mise en place des points contacts, dont les contours en termes d'organisation, de moyens immobiliers, matériels et humains sont mal définis, ne convainc pas. Légitimement, les territoires s'alarment de voir, à nouveau, la désertification des services publics s'accroître. Les collectivités locales craignent également de devoir supporter directement à moyen terme le coût de ce service et ainsi de voir augmenter leurs dépenses de fonctionnement sans compensation aucune de la part de l'Etat. Le sentiment de déclassement perdure parmi les populations des territoires concernés. Les personnels et leurs représentants s'inquiètent de la dégradation future de leurs conditions de travail.

Ce projet de réorganisation de la DGFIP, associé à de massives suppressions de postes et à des transferts de personnel, ne correspond pas aux besoins de la population et des territoires.

C'est pourquoi le Conseil Régional d'Occitanie, réuni en séance plénière :

- rappelle son attachement à un service public de qualité et de proximité et rappelle que l'État doit assurer l'égalité d'accès au service public, partout et pour tous ;
- apporte son soutien aux organisations syndicales, aux communes, aux intercommunalités et aux départements qui se mobilisent pour défendre le service public ;
- s'oppose à la réorganisation des services de la DGFIP dans la région,
- demande l'arrêt immédiat du projet « géographie revisitée ».



Christian ASSAF
Président du Groupe Socialiste Républicain
et Citoyen



Didier CODORNIU
Président du Groupe des Radicaux



François ARCANGELI
Conseiller Régional



Sylvia PINEL
Présidente du Groupe des Radicaux



Jean-Luc GIBELIN
Vice-Président du Conseil Régional



Dominique SATGE
Conseillère Régionale